



LICENCE



Lieu de la formation
Angers et Cholet

Chiffres clés
Taux de réussite
de la licence
en trois ans : **83 %**

Contacts
L1
licence1deg@contact.univ-angers.fr
L2/L3 & L3 parcours adm publique
l2l3droit@contact.univ-angers.fr
Campus de Cholet
scolarite.cholet@listes.univ-angers.fr

**Responsable général
de la formation**
Marc BOUVET
marc.bouvet@univ-angers.fr

**Responsables
d'années**
L1 - François HOURMANT
francois.hourmant@univ-angers.fr
L2 - Martine LONG
martine.long@univ-angers.fr
L3 parcours droit - Marc BOUVET
marc.bouvet@univ-angers.fr
L3 parcours administration publique
Eva BRUCE-RABILLON
eva.bruce@univ-angers.fr
Campus de Cholet
L1/L3 - Nathalie LIEBAULT
nathalie.liebault@univ-angers.fr
L2 - Nicolas Le rudulier
nicolas.lerudulier@univ-angers.fr

Adresse web
www.univ-angers.fr/droit
www.univ-angers.fr/cholet

MENTION DROIT

— Objectifs

La licence de droit vise à former, en trois ans, les étudiants aux sciences juridiques. Les enseignements fondamentaux, à la fois théoriques et pratiques, sont nombreux et font l'objet, en Master, d'une spécialisation approfondie.

Les enseignements proposés s'appuient en outre sur les axes de recherche du Centre Jean Bodin, laboratoire de recherche en droit et science politique.

L'objectif pédagogique de cette formation est d'assurer l'acquisition d'un niveau élevé de connaissances de manière à attirer les meilleurs des bacheliers, tout en permettant à chacun de progresser en fonction de sa formation et de son niveau initial.

Le « parcours Administration publique » proposé en L3 à Angers, vise à préparer en une année des étudiants issus de L2 droit ou de formations non juridiques à passer des concours administratifs de catégorie A et B.

Adossées à la licence de droit, deux doubles licences sont proposées : « Droit-Histoire » (à Cholet) et « Droit-Économie » (à Angers). Ces formations sont sélectives et s'adressent aux bacheliers avec mention.

— Aide à la réussite

Depuis la rentrée 2016, l'UA a lancé un Dispositif d'accompagnement à la réussite des étudiants (DARE). Il permet aux étudiants boursiers et aux titulaires d'un bac technologique ou professionnel de bénéficier d'une heure d'accompagnement méthodologique et de 3 heures par semaine de tutorat en 1^{re} année. Ce projet ambitionne de mieux préparer le public cible au passage dans l'enseignement supérieur et de lui permettre une orientation réussie. L'inscription se fait sur toute l'année.

— Poursuite d'étude | Insertion professionnelle

Le débouché le plus fréquent est la poursuite d'études en Master de Droit privé, de droit des affaires ou de Droit public.

À la fin de la L2 Droit, possibilité de s'orienter vers la L3 « parcours Administration publique », la licence professionnelle « Métiers du notariat » ou la licence professionnelle « Métiers des administrations et des collectivités territoriales ».

Types d'emplois accessibles en fin de L3 « parcours Droit » et L3 « parcours Administration publique » :

- services juridiques et contentieux des entreprises, banques, assurances, administrations et associations, administration du personnel ;
- conseil et/ou assistance au sein de services ou cabinets juridiques : immobilier, cabinets d'avocat, de mandataires de justice et d'administrateurs judiciaires, études d'huissiers, de notaires... ;
- concours du service public (gendarmerie, police, inspecteur des impôts, inspecteur du travail, greffier, douane, etc.).



— Public visé

- Accès en première année : Baccalauréat - DAEU A - capacité en droit.
- Possibilités d'admission en cours de licence par validation d'études et validation de l'expérience professionnelle.
- Accès en L3 « parcours Administration publique » : avoir obtenu 120 crédits ECTS et admission sur dossier pour les candidats non issus de L2 Droit.

— Programmes

La formation donne aux étudiants les connaissances juridiques et la méthodologie juridique fondamentales par le biais de cours et de travaux dirigés (avec l'apprentissage progressif de la dissertation, du commentaire de texte et d'arrêt, de l'exposé écrit et oral, et du cas pratique). D'autres disciplines sont également enseignées afin de faciliter une meilleure appréhension de l'environnement juridique.

- **L1 Droit** : Introduction historique au droit, Droit civil des personnes et de la famille, Institutions juridictionnelles, Histoire du droit privé, Droit constitutionnel, Histoire des institutions, Institutions administratives, Relations internationales, Science politique, Économie politique.
- **L2 Droit** : Droit des obligations, Droit pénal général, Droit commercial, Histoire du droit privé, Droit administratif, Histoire du droit public, Finances publiques, Droit fiscal, Institutions européennes, Histoire des idées politiques, Économie monétaire et financière.
- **L3 « parcours Droit »** : Droit social, Régime des obligations, Droit des sociétés, Droit pénal spécial, Droit processuel, Droit civil des biens, Histoire du droit privé, Droit international public, Droit administratif des biens, Droit européen, Droit des libertés fondamentales, Droit de la fonction publique. Histoire du droit public, Science politique.
- **L3 « parcours Administration publique** : (permet l'acquisition de connaissances très larges dans les domaines principaux des concours) Droit constitutionnel, Droit administratif, Institutions administratives, Droit européen, Économie, Finances publiques de l'État locales et sociales, Problèmes politiques et sociaux contemporains.
Forme également avec des cours spécifiques de Méthodologie des concours aux exercices académiques constituant les épreuves de concours à l'oral et à l'écrit (commentaire de texte, résumé, dissertation, note de synthèse).

Le langage et la culture juridiques de nos voisins européens devant être maîtrisés dans un contexte de mondialisation, des cours de langues (anglais ou espagnol) sont enseignés tout au long des trois années (un cours par semestre durant six semestres, soit six cours).

Un cours fondamental de Culture numérique est enseigné en L3 « parcours Droit » et L3 « parcours Administration publique ».

Afin d'élargir la culture générale, des unités d'enseignement libres, nombreuses et variées offertes par toute l'Université d'Angers, sont enseignées au semestre 3 de la L2 Droit, aux semestres 5 et 6 de la L3 « parcours Droit » et au semestre 6 de la L3 « parcours Administration publique ».

— Stage | Mobilité internationale

L'inclusion de stages d'observation optionnels dans les programmes de formation sensibilise les étudiants à la nécessité de se familiariser avec l'entreprise, le tribunal, ou les structures professionnelles juridiques.

Par ailleurs, en L3, les étudiants ont la possibilité d'effectuer une mobilité internationale (un semestre ou une année d'études) dans le cadre de partenariat avec des universités en Europe (Erasmus) mais également hors Europe.